



Climat et pauvreté

Articles | Cahiers > Conscience climatique

0.

Le 4 novembre 2019 | Mise en ligne : **Lydia Magnoni**

Auteur : **Céline Teret** | 1 messages

L'urgence climatique est au cœur de toutes les attentions. Il est urgent d'agir. Mais lutter contre la pauvreté est aussi une urgence. Il ne faudrait pas oublier cette lutte à cause de la lutte pour le climat. Et il ne faudrait pas que les politiques climatiques renforcent la pauvreté. Lors de la Journée de lutte contre la pauvreté, le Réseau wallon de lutte contre la pauvreté (RWLP) a organisé un débat sur la pauvreté et le climat.

« Les personnes en situation de pauvreté sont de très petits consommateurs d'énergie, d'eau, de mobilité et de grands consommateurs de logements passoires énergétiques. Oui, ils font leurs courses dans des supermarchés hard-discount. Quand on a très peu d'argent, ça coûte toujours plus cher de manger bien. C'est ça la réalité des personnes qui comptent à l'euro près ! », raconte Christine Mahy, secrétaire générale du Réseau wallon de lutte contre la pauvreté (RWLP). Au sujet de la lutte climatique, elle explique : « On a envie d'être avec la lutte climatique, mais on a aussi peur de cette lutte. Peur qu'elle oublie les enjeux sociaux. »



« La transition... pour les riches ?

Lors de la Journée de lutte contre la pauvreté, le 17 octobre dernier, le RWLP a organisé un débat avec pour titre : « A quelles conditions la justice sociale ne sera pas sacrifiée aux

enjeux climatiques ? » 3 sujets étaient au centre des discussions : la mobilité, l'alimentation et le logement. Anne Leclercq, animatrice au RWLP, explique : *« Ce qui revient souvent quand on parle de justice climatique aux personnes de notre réseau, ce sont ces trois thématiques-là : les difficultés liées aux déplacements, le manque d'accès à un logement sain et à une nourriture de qualité. »* Et pour en témoigner, 3 personnes sont venues en parler. 3 personnes en situation de pauvreté.

« On n'a pas une vieille voiture par goût »

« On n'a pas une vieille voiture par goût... on n'a pas le choix ! » commence Pascale. Cette maman de 5 enfants vit en Wallonie, en zone rurale. *« A la campagne, les bus sont rares, chers et peu pratiques. Là où je vis, il n'y a pas d'alternative crédible à la voiture. »* Pascale n'a pas le choix, elle a besoin d'une voiture. *« Ça coûte cher un voiture : l'essence, les réparations, l'assurance... »* La voiture de Pascale est vieille et polluante, mais elle n'a pas les moyens de s'en payer une autre. *« On pourrait faire le choix de ne pas avoir de voiture, de ne pas bouger, mais alors on s'enferme. »*

Taxer les véhicules anciens et polluants ? Ou, comme en Région bruxelloise, leur interdire de circuler sur le territoire ? Après le témoignage de Pascale, le public débat :

« Ces mesures touchent les véhicules appartenant aux populations les plus pauvres, qui n'ont pas les moyens de se payer une nouvelle voiture ! », dit quelqu'un. Les émissions de CO2 dues aux voitures sont bien connues pour leur impact sur le climat. Mais produire de nouvelles voitures, c'est aussi très polluant.

« Acheter une voiture d'occasion a moins d'impact sur l'environnement qu'acheter une nouvelle voiture, explique une personne d'Inter Environnement Wallonie. Le souci, c'est que l'industrie automobile met la pression pour renouveler le parc automobile. De plus, interdire aux véhicules anciens de circuler, c'est reporter les émissions de CO2 ailleurs, car ces voitures sont la plupart du temps envoyées dans d'autres pays, pour être utilisées ailleurs. »

« La voiture, c'est un outil de travail essentiel pour certaines personnes, lance une personne appartenant au mouvement des gilets jaunes. Les infirmières, aides-soignantes ou aides à domicile, par exemple, ont besoin de leur voiture pour se rendre chez leurs patients et les aider. Ces travailleuses sont très mal remboursées pour leurs déplacements, alors si on augmente la taxe sur le carburant, même si c'est pour le bien de la planète, ça va appauvrir ces travailleuses. »

Un autre participant s'inquiète du manque de transports publics : trains, trams, bus...

« Les transports en commun passent peu ou pas du tout dans certains endroits. De plus en plus de gares sont fermées ou beaucoup moins desservies qu'avant ? »

Et que penser des déplacements à vélo plus respectueux de l'environnement ? Il faut améliorer les pistes cyclables pour encourager la population à se déplacer en vélo. Mais tout le monde n'a pas la capacité physique de faire du vélo, même si les distances sont courtes. *« La pauvreté abime fortement la santé »,* rappelle Anne Leclercq, du RWLP.

« Il faut un certain niveau de revenus pour pouvoir manger sainement »

Au tour de Jocelyne de partager son témoignage. Elle travaille comme bénévole pour distribuer des colis alimentaires aux personnes en situation de pauvreté :

« Les personnes précarisées reçoivent les surplus de l'industrie alimentaire. Ces surplus, ce sont des chips, des bonbons... Rien de très sain pour la santé... Les pauvres sont la poubelle de la surproduction. Quand n'on a pas assez de revenus, c'est sur l'alimentation qu'on va

rogner en premier lieu. Aller chercher des légumes sains et locaux directement chez le maraîcher ? Oui, mais ça prend du temps et il faut une voiture. Le bio, c'est pour une élite. Il faut un certain niveau de revenus pour pouvoir manger sainement. Les personnes en situation de pauvreté doivent se contenter du discount en grandes surfaces et des colis alimentaires. »

Une personne dans le public réagit :

« L'alimentation passe après le loyer, l'électricité... C'est le dernier poste. Ça ne devrait pas être comme ça, parce que c'est primordial pour la santé. »

Une discussion aborde aussi la qualité des colis alimentaires. Pascale explique le peu de variété dans les colis qu'elle reçoit :

« J'accumule les boîtes de pois chiches et de sardines. » Une autre personne s'interroge : « Améliorer la qualité des colis pour qu'ils soient plus sains, c'est une chose. Mais l'enjeu c'est surtout que ces colis alimentaires n'aient plus à exister. Il faut avant tout éradiquer la pauvreté ! »

« Quand on a les moyens, on a aussi les moyens de faire des choix »

Pour lutter contre le réchauffement climatique et diminuer les émissions de CO2, on parle aussi souvent d'économiser l'énergie. Mais il ne suffit pas d'éteindre la lumière ou de chauffer moins. Diminuer sa consommation de chauffage, par exemple, dépend aussi de l'état de son logement (est-il bien isolé ? simple ou double vitrage ? quel type de chaudière ?...). Pour les personnes qui louent leur logement, c'est souvent difficile d'agir là-dessus. Or, la plupart des personnes en situation de précarité sont locataires.

Pour les propriétaires, on pourrait croire que c'est plus simple. Et pourtant... Lors du débat organisé par le RWLP, une dame témoigne. Elle est propriétaire d'une maison depuis 35 ans. Il faudrait qu'elle fasse des réparations, mais elle n'en a pas les moyens. Il existe des aides financières de la Région wallonne (prime à la rénovation, prime énergie), mais pour les recevoir : *« il faut avancer l'argent des travaux, ça n'est pas possible pour moi, explique-t-elle. Alors je fais beaucoup moi-même et en fonction de mon budget. »*

Il existe d'autres aides, mais souvent : *« Il y a trop de contraintes. J'ai arrêté de demander, parce que ça signifie encore devoir se justifier, argumenter, calculer, se battre... Alors, je paie mes factures en plusieurs fois. En hiver, je chauffe pour avoir maximum 17°C. Je sais qu'il pleut dans mon grenier, mais je n'ose pas aller voir. Quand on a les moyens, on a aussi les moyens de faire des choix. Compter, c'est usant. Faire avec des bouts de ficelles, c'est usant. J'ai honte d'être pauvre, j'ai honte d'être moins pauvre que d'autres, j'ai honte de devoir toujours me justifier. Je veux vivre. »*

Plus d'infos : [Réseau wallon de lutte contre la pauvreté](#)

(1) Propos recueillis lors de la conférence-débat « La transition... pour les riches ?! », organisée par PAC et Rencontre des continents, à Bruxelles, le 17/09/2019